



Services sociaux d'intérêt général

Le Parlement européen a adopté, à une très large majorité, le 5 juillet 2011, la résolution présentée par Proinsias de Rossa (S&D, Irlande) sur l'avenir des services sociaux d'intérêt général (P7_TA(2011)0319).

Après avoir rappelé que "l'une des façons les plus importantes d'améliorer la qualité de vie des citoyens, d'assurer leur pleine inclusion dans la société et de garantir la cohésion sociale et territoriale est de fournir et de développer des SIG, y compris des SSIG", le Parlement, en particulier, appelle à clarifier les principes fondamentaux du contrôle des aides d'État afin de renforcer la sécurité juridique et la transparence, et à clarifier des notions telles que "acte de mandatement" ou "pouvoirs publics", demande davantage de différenciation dans la réglementation, appelle également à réviser les critères de calcul de la compensation des obligations de service public pour tenir compte, entre autres, des critères sociaux, des caractéristiques spécifiques du fournisseur de services et d'un certain nombre d'aspects externes associés à la fourniture des services, tels que la plus-value sociale et l'implication de la communauté ♦ demande d'urgence de réévaluer le seuil *de minimis* et de proposer un système qui tienne compte du produit intérieur brut de chaque État membre pour éviter les distorsions de concurrence ♦ demande une clarification des notions et critères de classification utilisés pour distinguer entre SSIG économiques et non-économiques, ainsi qu'une définition commune des SIG "afin que leurs objectifs proclamés puissent être atteints" ♦ propose, suite au 3^{ème} Forum SSIG de novembre 2010, d'établir un groupe de travail plurilatéral de haut niveau, co-présidé par le Parlement et la Commission, qui soit ouvert, flexible, transparent, très largement représentatif des parties prenantes et axé sur la mise en œuvre de réformes. Il pourrait, en particulier, étudier la création d'un Observatoire ou d'un Centre européen de documentation sur les SSIG qui, notamment, rechercherait un large consensus sur les mesures à prendre pour clarifier les incertitudes et ambiguïtés juridiques concernant les SSIG, réaliserait avec le concours du Comité de protection sociale une étude exhaustive sur la fonctionnalité des SSIG ♦ propose l'organisation d'un 4^{ème} Forum SSIG ♦ il "estime qu'un règlement-cadre européen relatif aux SIEG, qu'autorise l'article 14 du TFUE, n'est pas, pour l'heure, le problème central".

Réforme des aides d'Etat applicables aux SIEG

Le Comité économique et social européen a adopté, le 17 juin 2011, son avis (CESE 1008/2011) sur la proposition de réforme des règles de l'UE en matière d'aides d'Etat applicables aux SIEG de la Commission européenne (voir bulletin 277/278). Il approuve une approche plus diversifiée et proportionnée et l'exemption de notification pour les services publics de petite envergure et certains services sociaux. Il demande de clarifier pour chacune des modalités de financement des compensations d'obligations de service public, si elles relèvent des "aides d'État". Il estime que les règles seraient plus démocratiques pour les dizaines de milliers d'autorités publiques qui devront les mettre en œuvre si elles relevaient de l'application de la procédure législative ordinaire conformément à l'article 14 TFUE, sous réserve de la conformité avec le traité. Il souligne que l'efficacité ne doit pas se focaliser sur les seuls critères économiques, mais également prendre en compte les aspects sociaux, territoriaux et environnementaux, ainsi que des critères tels que la qualité, les résultats et la durabilité.

Social services of general interest

On 5th July 2011, the European Parliament adopted, by an overwhelming majority, the resolution presented by Proinsias de Rossa (S&D, Ireland) on the future of social services of general interest (P7_TA(2011)0319).

After recalling that "one of the most important ways to improve the quality of the life for citizens, to ensure their full inclusion in the society and to guarantee social and territorial cohesion is to provide and develop SGIs, including SSGIs", the European Parliament made a number of recommendations, in particular, ♦ a call for the clarification of fundamental principles on the verification of State aid, in order to enhance the legal certainty and transparency, and to clarify such concepts as the "act of entrustment" and "public authorities", a call for the introduction of more differentiation in the rules and a call for the revision of the criteria used for calculating compensation for public service obligations so as to reflect, among other factors, social criteria, the specific characteristics of the service provider and a number of external aspects associated with providing services such as social added value and community involvement ♦ a call for a quick reassessment of the appropriate level of the *de minimis* threshold and to propose a system which takes into account the GDP of Member States in order to avoid distortions in competition ♦ a call for the clarification of the classification of notions and criteria used to differentiate between economic and non-economic SSGIs, and for a common understanding of what SGIs are, "with a view to ensuring that their intended aims can be achieved" ♦ as a follow up to the 3rd Forum on SSGIs held in November 2010, the Parliament proposes the establishment of a high-level multi-stakeholder working group co-chaired by both the Parliament and the Commission, which will be open, flexible and transparent, broadly representative of stakeholders and focused on achieving reforms. It could, in particular, study the creation of an Observatory or a European Documentation Centre on SSGI which, *inter alia*, would seek a broad consensus on measures to clarify the legal ambiguities and uncertainties concerning the SSIG and, with the assistance of the Social Protection Committee carry out a comprehensive study on the functionality of SSIG ♦ a proposal to launch a 4th Forum on SSGI ♦ and it "considers that an EU framework regulation on SGEI, within the meaning of section 14 of the TFEU is not, at present, the central problem."

Reform of State Aid applicable to SGEIs

On 17th June 2011, the European Economic and Social Committee adopted its opinion (CESE 1008/2011) on the European Commission's reform proposal on EU rules for State aid, which are applicable to the SGEIs (see newsletter 277/278). It endorses a more diverse and proportionate approach as well as the exemption from notification regarding small-scale public services and certain social services. It calls for a clarification on every funding arrangement involving compensation for public service obligations, whenever they fall within the definition of "State aid". It considers that such rules would be more democratic for the tens of thousands of public authorities, who will be called upon to implement them, if they came under the application of the ordinary legislative procedure in line with Article 14 TFEU, subject to compliance with the Treaty. It emphasizes that efficiency should not focus solely on economic criteria, but also take into account the social, territorial and environmental aspects, as well as criteria such as quality, performance and sustainability.

Accès universel aux services bancaires

Lors de la réunion de l'Intergroupe Services publics du Parlement européen, le 22 juin 2011, consacrée à l'accès universel aux services bancaires, le représentant de la Commission européenne a créé la stupeur en annonçant que pour "tenir compte de l'hétérogénéité des situations dans les Etats membres", celle-ci avait choisi de privilégier l'approche volontaire et par conséquent, dans un premier temps, de s'en tenir à une recommandation aux Etats membres : accès pour tous les consommateurs à un compte bancaire, avec une carte de paiement, à un coût raisonnable, dans tous les établissements bancaires ou un seul.

Interpellé, notamment, sur les raisons de ce revirement alors que l'Acte pour le Marché unique annonçait une initiative législative début 2011 (chapitre 2.5), sur le sentiment de rejet de l'UE que cela risque d'aggraver, sur le poids du lobby des banques dans cette décision, sur l'absence d'évaluation du coût de la mesure, le représentant de la Commission a précisé que la décision avait été prise au plus haut niveau politique, par crainte des réactions négatives d'Etats membres ou de Parlement nationaux. Si rien n'a bougé dans un an, elle reconsidèrera sa position.

Registre des groupes de pression

Le registre commun public des groupes d'intérêts intervenant auprès du Parlement et de la Commission européenne est en place depuis le 23 juin 2011. L'inscription n'est pas obligatoire (contrairement au vœu de nombre de parlementaires), elle permet, notamment, de recevoir un badge permanent d'accès au Parlement, elle est accompagnée d'un code de conduite. Un secrétariat commun, placé sous l'autorité du Secrétariat général de la Commission, ne procédera à aucun contrôle de la validité des données fournies, mais, suivra le mécanisme de plaintes qui, après instruction, peut aller jusqu'à la radiation du registre. Les discussions en vue de l'extension du registre au Conseil commenceront après l'été.

http://europa.eu/transparency-register/index_fr.htm

Cour de Justice

Indemnisation des passagers en cas d'annulation de vol : Dans un arrêt C-294/10 du 12 mai 2011, la Cour précise l'interprétation de l'article 5 paragraphe 3 du règlement du 11 février 2004 (CE n°261/2004) sur les règles d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas d'annulation de vol. Elle dit que puisque le transporteur aérien est tenu de mettre en œuvre toutes les mesures efficaces afin de répondre à des circonstances extraordinaires, il doit raisonnablement, au stade de la planification du vol, tenir compte du risque de retard et, par conséquent, prévoir une certaine "réserve de temps" de l'équipage lui permettant, si possible, d'effectuer le vol dans son intégralité lorsque les circonstances extraordinaires ont pris fin. Cependant, l'ampleur de la réserve de temps ne doit pas avoir pour conséquence d'amener le transporteur aérien à consentir des sacrifices mettant son entreprise en péril.

Nouveau site CELSIG

Nous vous invitons à visiter le site web du CELSIG www.celsig.org qui a été totalement rénové. Il comporte en particulier un moteur de recherche exclusif qui permet d'accéder en 3 clics à toute l'actualité européenne des 15 dernières années sur les services d'intérêt général, sur la base des 275 numéros parus de Nouvelles News Europe, avec deux approches, sectorielle et transversale. Cet outil exceptionnel met à la disposition de tous les éléments de la problématique des services d'intérêt général et de l'intérêt général en Europe.

The universal access to banking services

During the meeting of the Public Services Intergroup of the European Parliament which was held on 22nd June 2011 and dedicated to the universal access to banking services, the representative of the European Commission created a big surprise by announcing that, in order to "take into account the heterogeneous situations in different Member States", the Commission had opted to favor the voluntary approach and will therefore, initially, content itself with a recommendation to Member States: access to a bank account for all consumers, with a payment card at a reasonable cost, in all banks or in only one.

When questioned, in particular, on the reasons for this reversal whereas the Single Market Act had decided on a legislative initiative in early 2011 (chapter 2.5), on the worsening of the feeling of rejection for the EU that this may cause, on the weight of bank lobby in this decision and on the lack of assessment of the cost of the measure, the Commission representative explained that the decision was taken at the highest political level, for fear of negative reactions from Member States or national Parliaments. If nothing changes in a year, it will reconsider its position.

A Register for lobbyists

The common public register for interest groups involved with the Parliament and the European Commission is in place since June 23rd, 2011. Registration is not obligatory (contrary to the wish of many Parliament members), it allows, in particular, to obtain a permanent access badge to Parliament and it is also accompanied by a code of conduct. A joint secretariat, under the authority of the General Secretariat of the Commission will make no verification of the validity of the data provided but, will follow the complaints procedure which, after investigation, may lead up to the removal from the register. Discussions to extend the register to the Council will begin after summer.

http://europa.eu/transparency-register/index_en.htm

Court of Justice

Compensation for passengers in the event of flight cancellations: In a judgment C-294/10 of 12th May 2011, the Court specified the interpretation of Article 5 paragraph 3 of resolution of February 11th, 2004 (EC n° 261/2004) regarding rules on compensation and assistance to passengers in case of flight cancellation. It said that since the airline is obliged to implement all reasonable measures to address exceptional circumstances, it must reasonably, at the stage of organising the flight, take into account the risk of delay and, therefore, provide for a certain "reserve time" allowing the crew, if possible, to fly the scheduled flight in its entirety when exceptional circumstances have come to an end. However, the duration of the reserve time should not have the effect of bringing the airline to making sacrifices and putting the company at risk.

New site for CELSIG

You are invited to visit our new CELSIG, www.celsig.org, website which has undergone dramatic renovation. It includes, in particular, an exclusive search engine that provides access, in just 3 clicks, to any European news on services of general interest covering the last 15 years, based on the 275 past issues of the News Europe bulletin, and offering two approaches, sectoral and transversal. This unique tool places at the disposal of everyone all the information concerning the issues of services of general interest and of general interest in Europe.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Pour recevoir par e-mail. *To receive by E-mail* www.celsig.org